

A V I S

de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics

sur

**le projet de règlement grand-ducal fixant le
nombre des emplois des différentes fonctions
du cadre fermé pour les diverses carrières
dans les administrations et services de l'Etat**

Par dépêche du 12 mai 1998, Monsieur le Ministre de la Fonction Publique a demandé l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sur le projet de règlement grand-ducal spécifié sous rubrique.

Comme son intitulé l'indique, ce projet a pour but de fixer, en exécution de l'article 16 de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat, le nombre exact des postes dans les grades du cadre fermé.

Selon l'exposé des motifs joint au projet, les calculs afférents auraient été effectués "*de commun accord entre l'Administration du Personnel de l'Etat et les ministères, administrations et services concernés*".

Dans ces conditions, et étant donné qu'un certain nombre de fonctionnaires n'attendent plus que la publication du règlement sous avis pour pouvoir être promus à un grade supérieur de leur carrière, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics croit pouvoir faire l'épargne du contrôle des nombres de postes calculés par les auteurs du projet, encore qu'elle réitère sa recommandation faite à plusieurs reprises déjà et visant à associer à l'avenir également les représentations du personnel audit calcul.

Par ailleurs, au regard de la routine que revêt l'affaire, la Chambre adhère à l'idée d'invoquer l'urgence en ce qui concerne l'avis du

Conseil d'Etat. Elle se demande toutefois pourquoi l'urgence n'a pas été invoquée également dans la lettre de saisine du 12 mai 1998 du Ministre de la Fonction Publique, alors surtout qu'il en est couramment fait état, à tort ou à raison, dans la grande majorité des dossiers soumis pour avis à la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

Compte tenu des observations qui précèdent, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics se déclare d'accord avec le projet sous avis.

Avis émis conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, du règlement d'ordre interne de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics).

Luxembourg, le 9 juin 1998.

Le Secrétaire,

G. MULLER

Le Vice-Président,

E. HAAG